

Xavier Richet

La pensée économique hongroise et sa diffusion dans les universités françaises *

Dans cette contribution, on se propose d'étudier les facteurs à l'origine de l'intérêt manifesté en France à l'égard de la pensée économique hongroise depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours.

On distinguera, dans un premier temps, l'environnement dans lequel la Hongrie, dans les années 50 et 60, a appliqué un modèle de développement calqué sur celui de l'URSS et qui, de ce fait n'a guère attiré l'attention des spécialistes (I).

Dans un second temps, la recherche d'une plus grande rationalité économique, à la suite de l'insurrection populaire de 1956¹, les mesures économiques retenues, la nature des recommandations formulées par les économistes et ultérieurement la décision du leadership hongrois de changer le cours des choses ont largement contribué à façonner un modèle divergeant du modèle centralisé (II), ce nouveau cours de la politique économique et l'émergence de la pensée économique hongroises ont attiré l'attention d'un nombre grandissant de spécialistes occidentaux, notamment en France, à tel point que les économistes hongrois, au cours des dernières années, ont été considérés, dans notre pays, comme les pionniers et en même temps comme les rénovateurs de l'économie dans les économies socialistes (III).

1. L'économie hongroise dans l'ensemble Est-européen

A première vue, rien ne prédisposait l'économie hongroise à en faire un modèle particulier retenant l'attention des observateurs occidentaux. Pour des raisons diverses,² comme les autres économies Est-européennes, lors de l'extension de la domination de l'URSS sur la région, les différents pays n'eurent guère la possibilité de refuser un "cadeau" qui leur était offert, selon l'expression de l'économiste F.Jánossy. En outre, l'application à la lettre du modèle expérimenté en URSS présentait aussi l'avantage d'avoir été testé auparavant et donc se révélait plus facile à mettre en oeuvre dans une économie dualiste et semi-développée qui était alors celle de la Hongrie³.

* Je remercie W. Andreff et I. Salgó pour leurs remarques sur une première version de ce texte. Je demeure seul responsable des jugements émis ainsi que des éventuelles erreurs.

Comme dans les autres économies socialistes, la pensée économique de l'époque était toute tournée vers l'application de solutions visant à engager l'économie socialiste dans la voie d'une croissance extensive⁴, contribuant à poser les "bases matérielles de l'accumulation socialiste", et à rattraper le plus rapidement possible le niveau de développement des pays capitalistes. Ce projet s'inscrivait dans un environnement particulier, celui de la guerre froide, donc peu propice aux contacts et aux échanges avec les économistes des pays capitalistes.

La pensée économique de l'époque, en Hongrie, était très dogmatique⁵ et ne recherchait plutôt que des solutions à des problèmes pratiques. Elle exprimait l'idée stalinienne de l'existence d'un monde physico-naturel dans lequel les problèmes à solutionner n'étaient que des problèmes techniques. Parallèlement la dimension idéologique de la pensée économique permettait d'évacuer la fonction critique de la réflexion économique en posant comme vérité universelle les lois de l'accumulation socialiste⁶.

A l'Ouest, l'intérêt académique manifesté à l'égard de l'économie politique du socialisme se portait naturellement vers l'URSS et sur la théorie économique du socialisme. Il faut bien considérer qu'à cette époque, l'information disponible en URSS même était très limitée. Par extension, en généralisant, la réflexion sur le fonctionnement de la planification en URSS pouvait facilement être appliquée aux autres économies socialistes, notamment à la Hongrie. Ceci explique donc le peu d'intérêt porté, au cours des années 50 et 60, aux expériences économiques qui se déroulaient dans cette région. Ce n'est que plus tardivement que les études sur ces pays se sont développées.

Il serait faux de croire, comme les faits vinrent le confirmer, que les économies socialistes Est-européennes ne furent que des simples clones du modèle soviétique, bien au contraire. Elles connurent des soubresauts violents résultant, entre autres, de l'application du modèle soviétique ainsi que du rythme soutenu de l'industrialisation (Pologne et Hongrie en 1956). Ces chocs furent le signal d'une inflexion significative des politiques économiques poursuivies dans ces pays, en Hongrie notamment⁷.

L'économie politique de la planification, à cette époque, était normative et praxéologique. Normative, dans ce sens que quelques principes à respecter (combinaison et proportionnalité des facteurs de production, système de prix, gestion administrative) devaient permettre d'atteindre les objectifs planifiés, praxéologique car toute orientée vers l'action. Dès lors, il ne restait peu de place à la fonction critique de l'économie politique. L.Szamuely rend bien compte du climat dans lequel s'est développée la première réflexion sur la gestion de l'économie socialiste⁸.

Toutefois, ce sont les difficultés mêmes rencontrées par les planificateurs et les dirigeants hongrois qui vont être l'occasion d'une réflexion économique à plusieurs niveaux devant conduire, plus d'une dizaine d'années après le choc de 1956, à l'adoption d'une réforme d'ensemble du mécanisme économique, connu sous le nom du Nouveau Mécanisme Economique (NME).

2. L'ouverture du modèle centralisé et la recherche de nouvelles normes de régulation

Deux phases doivent être ici distinguées. La première, a trait à la réflexion sur la nature des instruments à appliquer pour remédier aux dysfonctionnements de l'économie socialiste, la seconde concerne la réflexion économique proprement dite. Les deux auront une influence notable sur le cours ultérieur des choses.

Dans un premier temps, après 1956, le gouvernement hongrois s'est engagé dans une réforme de la planification. Elle a porté, en grande partie, sur les instruments tels que les prix (intégration de la notion de rareté relative) et le profit, la notion de rentabilité. Dans l'agriculture, les règles administratives de gestion ont été assouplies. Les quantités de produits livrables n'ont plus été déterminées à partir d'ordres mais sur la base de contrats, les prix agricoles ont été libérés; dans l'industrie, les entreprises ont pris en compte des indices qualitatifs moins nombreux en lieu et place des indices quantitatifs qui, en raison de leur complexité, n'étaient généralement pas respectés.

La réflexion économique s'est engagée tout d'abord sur le système de gestion administrative et plus particulièrement sur la nature des mécanismes à mettre en place pour lui substituer un mécanisme de régulation indirecte, reposant sur un plus grand degré de décentralisation. Le débat a porté, en premier lieu, sur la rationalisation des indicateurs d'efficacité, puis sur le rôle du capital et son utilisation rationnelle dans la planification ; on a également réfléchi sur le rôle des prix et leur fonction paramétrique au service de la planification macroéconomique. Le pionnier, dans ce domaine, a été György Péter, dont les travaux, dès 1953, ont abordé ces questions cruciales⁹. Il faut également signaler les propositions, iconoclastes pour l'époque, de l'économiste Tibor Liska, qui, le premier, et cela avec quelque trente années d'avance, recommandait de fixer les prix domestiques en se basant sur des prix mondiaux. On imagine le tollé que ces propositions entraînent¹⁰. On retrouve ces préoccupations, très théoriques, dans plusieurs types de travaux. Les travaux de János Kornai, tout d'abord, consacrés à l'étude des mécanismes de l'économie administrée¹¹ ont eu un retentissement considérable. Pour la première fois les dysfonctionnements de l'économie socialiste n'étaient plus imputables à des facteurs subjectifs (mauvaise interprétation d'ordres corrects par les échelons intermédiaires, sabotage de la part d'éléments hostiles, etc...), mais au système lui-même. Par nature, ce système avait tendance à épuiser et à gâcher les ressources disponibles en privilégiant des objectifs ambitieux, souvent irréalistes, sans lien direct avec les moyens disponibles. Il en découlait de nombreux goulets d'étranglement, l'apparition de déséquilibres permanents, etc. L'étude, conduite à travers une approche socio-économique décrivait le fonctionnement des ministères de branche, faisant ressortir la façon dont les décisions étaient prises aux différents échelons. L'auteur, quelque vingt années plus tard, publiera son oeuvre *L'économie de la pénurie* qui révolutionnera la façon d'analyser le fonctionnement des économies socialistes¹². Par la suite, les travaux de Kornai ont porté sur l'analyse des modèles mathématiques de planification. L'idée qui prédominait était tout d'abord

théorique mais avec des incidences pratiques. L'auteur propose un modèle formalisé de l'économie illustrant l'idée de décentralisation. Son modèle le plus connu, celui de planification à deux niveaux¹³ tente d'établir une procédure d'élaboration des plans fondée sur un dialogue entre le Centre et les unités décentralisées. Le Centre émet ses préférences (soit les quantités de matériel, soit des ressources financières) et les unités décentralisées (les entreprises) maximisent sous contrainte. Ce modèle théorique a connu des tentatives d'application au cours des années soixante, bien sûr avec quelques difficultés¹⁴. Un autre économiste a contribué aussi à l'approfondissement de la réflexion économique. Il s'agit d'András Bródy¹⁵, qui a essayé, dans la lignée des travaux de l'économiste américain, prix Nobel d'économie, W.Leontief, d'appliquer l'analyse input-output à l'économie socialiste, en tentant de résoudre une question très complexe, celle de la détermination simultanée des prix et des quantités. Là aussi, on remarque la dimension théorique de la réflexion avec ses préoccupations pratiques.

Ce double mouvement va se précipiter, au cours des années soixante, avec la décision du Comité central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois (le nom du parti communiste) d'entamer une vaste discussion dans le but de réformer l'ensemble de l'économie hongroise et qui aboutira à la mise en place du Nouveau Mécanisme Economique, le 1^{er} janvier 1968.

La décision du pouvoir politique repose sur le constat suivant : les réformes introduites après 1956, à l'exception de l'agriculture, n'ont pas produit d'effets positifs. L'idée qui se fait jour est la suivante : les réformes partielles sont inefficaces, il est nécessaire de mettre en place une réforme d'ensemble qui affecte le mode de fonctionnement de l'économie. Cette réforme audacieuse cherche à dynamiser l'économie hongroise, en tentant de l'insérer dans la division internationale du travail, en stimulant ses branches les plus productives. Les moyens retenus sont : le rôle accru des prix, la liberté pour les entreprises d'organiser leurs relations avec leurs fournisseurs et leurs clients, le rôle accru du profit, l'utilisation d'instruments de guidage indirect (crédit, fiscalité), etc... Cette réforme n'a pas atteint les objectifs qu'elle s'était assignés, et, au cours des années soixante-dix et quatre-vingts, les autorités ont été conduites à procéder, à plusieurs reprises, à des "réformes dans la réforme" faisant de cette dernière un processus *sui-generis*.

Il ne s'agit pas ici de faire l'histoire de cette réforme¹⁶, simplement il est intéressant de voir que le développement contrarié de cette réforme, imputable à des facteurs économiques et politiques divers¹⁷ a eu, à son tour, une influence à la fois sur le cours de la politique économique, à travers de nombreuses mesures de politique économique, de réformes institutionnelles, et sur celui de la réflexion économique, avec notamment l'étude des problèmes de la cohabitation du plan et du marché, le rôle de l'économie informelle, l'analyse des cycles de l'investissement, la question des droits de propriété dans le socialisme, sans parler de l'ouverture de l'économie et de l'influence des prix mondiaux sur l'économie domestique¹⁸. C'est dans ce contexte que J.Kornai publiera son ouvrage *l'Economie de la pénurie* dont le titre indique bien une des réalités de l'économie

hongroise, malgré les tentatives de décentralisation et de recherche d'une plus grande efficacité économique. D'autres auteurs, de la jeune génération, L.Antal, T.Bauer, L.Gábor, L.Halpern, J.Koltay, L.Salgó, A.Soós, entre autres, ont fourni des contributions remarquées à l'analyse de cette phase "ni-plan, ni-marché". A l'exception des deux premiers, ces économistes sont tous francophones et ont et sont toujours régulièrement invités à enseigner dans les universités françaises. Parmi les thèmes abordés, on peut citer : l'économie secondaire ou informelle, la fiscalité, les relations salariales, les cycles d'investissement, les blocages institutionnels, le rôle du commerce extérieur, etc. Tamás Bauer, dans ses travaux sur l'investissement¹⁹ dégage les cycles d'expansion et de récession de l'investissement en relation avec le phénomène de la pénurie. Les firmes sont poussées à accroître le volume de l'investissement, seul moyen pour leurs dirigeants de concrétiser leur contribution à l'augmentation de la richesse nationale. L'accroissement rapide du volume de l'investissement va entraîner des pénuries croissantes de ressources, les firmes vont alors se tourner vers l'extérieur, contribuant à l'augmentation du déficit de la balance commerciale, le centre, ensuite bloque les nouveaux projets d'investissement et pousse à l'achèvement des projets en cours, ce qui réduit la tension et permet le recommencement du cycle. L.Antal a insisté sur l'aspect institutionnel en présentant une typologie des modèles de planification et en insistant sur la contradiction existant entre la dimension politique (système vertical) et le degré de décentralisation souhaité par les réformateurs. Il montre aussi²⁰ comment on a assisté à une recentralisation rampante au cours des années 70. Les travaux de I.Gábor et P.Galassi, sur l'étendue et la fonction de l'économie secondaire sont eux aussi une contribution importante à la compréhension du fonctionnement de l'économie socialiste, notamment dans la phase de décentralisation.

3. Les études des économies socialistes en France et la place de la Hongrie.

Pour diverses raisons facilement compréhensibles, et qui ont été mentionnées au début de la section précédente, l'intérêt pour l'économie socialiste hongroise, au début de son existence, n'a pas suscité beaucoup d'attention. Ce qui allait devenir la soviétologie française, s'intéressait alors prioritairement à l'URSS qui avait l'avantage non seulement de la préséance, mais aussi de la durée et de la dimension. Les premiers chocs des années cinquante en Pologne et en Hongrie vont contribuer à porter plus d'intérêt à l'étude des pays frères. Au cours de cette période, ce sont plutôt les études de sciences politiques ou historiques qui prévalaient²¹. On trouve peu de références à la période antérieure et même postérieure à 1956, à l'exception de quelques travaux notables²². Au cours des années soixante, on commence à mentionner les travaux des théoriciens économistes hongrois, notamment dans les travaux de Ch.Bettelheim²³ consacrés aux problèmes de l'économie politique de la planification. Une des raisons de ce faible intérêt tient peut-être au décalage qui existait à l'époque entre les préoccupations des théoriciens français et celles de leurs partenaires au bord du

Danube. En France, les études de soviétologie étaient très idéologisées, privilégiant les catégories marxistes alors qu'en Hongrie, la pensée économique cherchait à s'échapper du paradigme marxiste et à se "laïciser", ce qu'elle est aujourd'hui parvenue à réaliser.

Il faudra attendre l'arrivée de la "nouvelle soviétologie" française au cours des années soixante dix pour voir s'étendre les centres d'intérêt en direction des études hongroises. Dresser la liste des travaux consacrés à l'analyse de l'économie hongroise ou à certains de ses aspects serait trop long. Toujours est-il que les chercheurs français ont intégré la dimension hongroise dans leurs travaux consacrés à l'économie socialiste²⁴. Les recherches conduites au sein du *Centre d'économie internationale des pays socialistes (CEIPS)* de l'université de Paris I dirigé par Marie Lavigne vont se traduire par la publication de plusieurs ouvrages intégrant des études sur l'économie hongroise²⁵ ; parallèlement, certains de ses membres vont entreprendre des missions de plus ou moins longue durée en Hongrie, sous les auspices de différents instituts dépendant de l'Académie hongroise des sciences. Il faut aussi mentionner la création, à l'Université de Grenoble II, de l'Unité de recherche grenobloise sur les économies et les normes du socialisme existant (URGENSE), sous la direction de Wladimir Andreff. Dès sa création, ce centre a constitué un pôle très dynamique et a vite acquis une réputation internationale, envoyant ses chercheurs en Hongrie et recevant, pour des séjours plus ou moins longs, des chercheurs appartenant aux différents instituts de recherche de l'Académie hongroise des sciences, ou bien en provenance d'autres institutions (plans, université, etc.). Il faut également noter, tant au CEIPS qu'à l'URGENSE, le nombre non négligeable de thèses de doctorat d'Etat ou de troisième cycle portant sur différents aspects de l'économie hongroise : modèles de planification et nouveau système de régulation, stratégie industrielle des firmes, structure industrielle de l'économie hongroise, relations économiques de la Hongrie avec la CEE, aspects comparatifs entre la France et la Hongrie dans le domaine de la politique salariale, etc. Ce nouveau courant d'échange vient après l'établissement de contacts épisodiques entre divers centres (Institut d'économie mondiale et l'université Dauphine), ou bien la tenue de colloques universitaires. Cependant, au cours de la seconde moitié des années soixante-dix et des années quatre-vingts, les relations vont s'intensifier. Outre les missions régulières de chercheurs français, citons, entre autres, la tenue du colloque franco-hongrois organisé conjointement par l'université Paris X-Nanterre et l'université Paris I qui s'est tenu en février 1978²⁶. Il accueillait, du côté hongrois des économistes prestigieux, notamment MM. Tamás Nagy, directeur de l'Institut d'économie, Béla Csikós-Nagy, Ministre chargé de l'Office des Prix et des Matériaux, József Bognár, directeur de l'Institut d'économie mondiale, Márton Tardos, alors rattaché à l'Institut pour les recherches sur la conjoncture et les marchés (KOPINT). Chacune de ces personnes ont joué un rôle décisif dans la conception et la mise en oeuvre de la réforme ; et certaines ont continué (Csikós-Nagy jusqu'en 1984) et continuent (Tardos) encore à jouer un rôle déterminant dans l'approfondissement de la réforme. M. Tardos, est le principal initiateur, avec R. Nyers, des réformes institutionnelles et notamment de

la "privatisation" des entreprises hongroises (en fait, le changement de statut d'entreprises d'Etat en sociétés anonymes, dont le contrôle est entre les mains d'autres entreprises). Dans la délégation hongroise, un jeune économiste allait jouer dans les années quatre-vingts un rôle non négligeable dans le développement des relations académiques franco-hongroises, Jenő Koltay. Quelques mois plus tard, en effet, il sera le premier économiste hongrois de la jeune génération à venir enseigner dans une université française (université de Paris X) pour quelques mois, des expériences similaires suivront à Lille, Nancy. Il a été précédé quelques années auparavant par d'autres chercheurs hongrois : András Nagy à Grenoble II, Egon Kemenes à l'université Paris-IX-Dauphine. Auparavant J. Kornai avait reçu le titre de docteur *Honoris causa* de l'université de Paris II en 1979. Il faut noter, au cours de la même période, le rôle actif joué par l'Institut hongrois, dirigé par deux personnes très dynamiques dans la diffusion de la pensée économique hongroise, MM. M. Klein et T. Nemes. De nombreux économistes sont venus présenter les différentes facettes des réformes hongroises dans les locaux désuets et attachants de la rue Talleyrand. Citons, entre autres, MM. Tamás Morva, Gerd Biró.

Le développement des relations entre les économistes de l'Institut d'économie et les économistes français allait connaître un nouvel élan au cours des années quatre-vingts. A travers plusieurs réseaux universitaires, les économistes hongrois francophones²⁷ ont ainsi la possibilité de venir enseigner dans les universités françaises (Lille I, Paris IX, Paris II, Lyon II, Rennes II) ou de faire des recherches dans des grands établissements (EHESS, laboratoires du CNRS) pour des périodes plus ou moins longues, sans compter les possibilités de missions de plus courtes durées, dans le cadre des accords signés entre l'Académie hongroise des sciences et le CNRS, ou bien encore, la participation à des colloques²⁸. Ces coopérations sont l'occasion de publications communes dans des ouvrages collectifs ou bien de publications individuelles d'auteurs hongrois dans des revues scientifiques (*Revue d'études comparatives Est-Ouest*, publiée par le CNRS) ou de vulgarisation (*Courier des Pays de l'Est*, publié par la Documentation française). Il faut mentionner, en retour, la publication d'articles d'auteurs français dans les revues économiques hongroises: *Acta Oeconomica*, *Ipargazdasági Szemle* (Revue d'économie industrielle), *Tervgazdasági Fórum*. Signalons l'existence d'un programme international de coopération scientifique franco-hongrois signé sous les auspices des deux institutions sus-mentionnées et qui se propose d'étudier les mutations technologiques, les nouvelles formes de régulation du marché du travail et la modernisation des entreprises. Ce programme ambitieux, signé pour quatre années (1986-1990) rassemble des économistes et des sociologues des deux pays appartenant à différentes équipes de recherche dans chacun des deux pays (vingt chercheurs dans chaque pays répartis dans plusieurs équipes de recherche). Il a déjà donné lieu à la tenue de plusieurs colloques, en France et en Hongrie et un rapport intermédiaire est paru dans la revue aixoise *Technologies, Idéologie, Pratiques* dans sa dernière livraison de l'année 1988.

Au-delà des réseaux et des relations personnelles qui sont à l'origine du développement de ces relations, il faut bien sûr considérer les facteurs qui

expliquent cet engouement pour la Hongrie qui est aujourd'hui le pays avec lequel les économistes français entretiennent les relations les plus nombreuses et les plus suivies avec leurs collègues magyars.

On peut avancer plusieurs raisons : les liens de coopération scientifique entre les deux pays avec la signature de nombreux accords ; mais ceci ne fait que refléter une disposition particulière des Hongrois à rechercher des contrats scientifiques avec leurs collègues occidentaux²⁹. Une raison en est, il me semble, une plus grande exigence scientifique. Pour les chercheurs français, la recherche hongroise est considérée aujourd'hui comme qualitativement supérieure à celle qui se fait dans les autres pays socialistes ; les centres d'intérêt (l'ajustement structurel, l'analyse des cycles, la structure des échanges, l'économie informelle et sa mesure, la détermination des salaires et la segmentation du marché du travail, la stratégie des entreprises, etc) rejoignent les préoccupations des chercheurs français ; il est intéressant, d'ailleurs, de constater que les soviétologues (hongarologues, devrait-on dire !) jouent de moins en moins le rôle d'intermédiaire pour faire connaître les travaux hongrois auprès des autres disciplines économiques. Il leur reste toutefois à analyser les évolutions économiques et politiques d'une économie que l'on peut considérer aujourd'hui comme une économie "quasi-non socialiste" selon l'expression d'un éminent sociologue budapestois impliqué dans le processus de transformations en cours. L'intérêt manifesté à l'endroit de la pensée économique hongroise n'implique pas nécessairement une adhésion aux thèses développées le long du Danube par les économistes hongrois, qui d'ailleurs entre eux, sont divisés par des points de vue et des analyses parfois très tranchés. On en veut pour preuve la polémique qui est née autour d'un article³⁰ rédigé, retour d'une mission en Hongrie, par l'économiste S.Latouche. Dans sa contribution, l'auteur s'interroge sur la signification de la démarche hongroise. L'argument de S.Latouche est qu'en abandonnant, à juste titre, une idéologie inopérante (le marxisme), les Hongrois enfourchent une autre idéologie (ou un autre paradigme), celle du libéralisme, qui a selon l'auteur largement échoué en Occident. D'où l'attitude sceptique de S. Latouche qui voit mal comment les Hongrois pourraient se servir avec succès d'instruments qui sont contestés en Occident. La thèse de Latouche a été contestée, même violemment, par des auteurs hongrois ; en France, elle a suscité une polémique avec un spécialiste de l'économie socialiste, W.Andreff³¹. Sans vouloir prendre le point de vue de Sirius, disons que les débats en cours en Hongrie, résultant en partie des difficultés économiques, et qui s'inscrivent dans le processus de démocratisation, ont largement dépassé les tenants et aboutissants de cette polémique.

CONCLUSION

L'accumulation des difficultés économiques, la qualité des chercheurs, la capacité d'écoute des dirigeants hongrois sont quelques unes des raisons qui expliquent pourquoi en Hongrie, la science économique a connu un tel développement et pourquoi l'économie hongroise, à travers ses diverses expériences, suit le chemin qu'elle suit aujourd'hui. Les chercheurs français ont su trouver des idées originales et accueillir des économistes de valeur qui leur ont permis de mieux apprécier les réalités de leur économie. La permanence et la qualité des échanges le confirment. Peut-être pourrait-on dire, à la vue des difficultés économiques qui subsistent, que cette greffe n'a pas eu d'effets encore perceptibles sur le plan de l'efficacité économique. Mais ce serait peut-être trop demander à une discipline qui, sous différents cieux, se montre souvent incapable d'agir durablement sur le cours des choses.

NOTES

- 1 Officiellement reconnue comme telle par M. Imre Pozsgay, membre du Bureau Politique du P.S.O.H. et ministre d'Etat.
- 2 Cf. I.T. Berend et G. Ránki , *The Hungarian Economy in the Twentieth Century*, New York, St .Martin's Press, 1985, et *Hungary. A Century of Economic Development*, New York, Harper & Row Publishers, Inc, 1974.
- 3 Cf. W.Brus , *Histoire économique de l'Europe de l'Est (1945-1985)*, Paris, La Découverte, 1986.
- 4 Cf. L.Szamuely , "La première vague du débat sur le mécanisme économique en Hongrie (1954-1957)" in, J.Kornai & X.Richet , *La voie hongroise. Analyses et expérimentations économiques*, Paris, Calmann-Levy, 1986. Le même auteur a publié récemment les textes les plus significatifs qui ont jalonné le débat économique au cours des 30 dernières années dans son pays : *A Magyar Közgazdasági Gondolat Fejlődése, 1954-1978. A szocialista Gazdaság Mechanizmusának Kutatása* (Développement de la pensée économique hongroise, 1954-1978. Recherche sur le mécanisme de l'économie socialiste), Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1986.
- 6 On trouve ici une contradiction du marxisme soviétique. De critique, l'analyse marxiste, transférée dans l'environnement soviétique, est devenue normative.
- 7 Cf. W.Brus, op.cit., X.Richet , *Le modèle hongrois. Marché et plan en économie socialiste*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1985.
- 8 L.Szamuely, op.cit.
- 9 G.Péter , "A gazdaságosság jelentőségéről és szerepéről a népgazdaság tervezésében" (Le rôle et l'importance de l'efficacité dans la planification économique), *Közgazdasági Szemle*, 1(2), 1954, pp. 300-24. Auparavant la revue s'appelait *Magyar-Szovjet Közgazdasági Szemle*, c'est-à-dire Revue hongaro-soviétique d'économie !
- 10 Sur quelques unes des idées de T.Liska, cf. X.Richet , "Un friedmanien socialiste ?", *Esprit*, avril 1984, "Dynamique de l'entreprise et droits de propriété : vers un entrepreneurship socialiste", *Analyses de la SEDEIS*, janvier 1983.
- 11 J.Kornai , *Overcentralization in Economic Administration*, Oxford, Oxford University Press, 1959. L'ouvrage est paru en 1957 en Hongrie mais a été rédigé avant 1956.
- 12 J.Kornai , *A Hiány*, Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1980, traduit en anglais sous le titre *Economics of Shortage*, Amsterdam, North-Holland, 1980 et en français, sous le titre *Socialisme et économie de la pénurie*, présentation de Marie Lavigne, Paris, Economica, 1984.

- 13 J.Kornai et Th.Lipták , "Two-Level Planning", *Econometrica*, 33, 1965 ; J.Kornai , *Mathematical Planning of Structural Decisions*, Amsterdam, North-Holland, 1975, X.Richet , "Planification macro-économique indicative et modélisation en Hongrie", *Economies et sociétés*, Cahiers de l'ISMEA, Série G, n° 41, 1985.
- 14 X.Richet , *Le modèle hongrois*, op.cit.
- 15 A.Bródy , *Proportions, Prices and Planning*, Amsterdam, North-Holland, 1970.
- 16 X.Richet, op.cit., également "Politiques d'ajustement et réformes institutionnelles en Hongrie, 1979-1985" in M.Lavigne et W.Andreff , *La réalité socialiste. Crise, Adaptation, Progrès*, Paris, Economica, 1985, P.Hare, H.Radice & N.Swain , *Hungary : A Decade of Economic Reform*, Londres, George Allen & Unwin, 1981, le n° spécial de la *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol. XVII, n° 2, 1986 : Réformes et politiques en Hongrie, 1980-1985, X.Richet , "Hongrie : cent fois sur le métier..." , *Analyses de la SEDEIS*, n° 65, septembre 1988.
- 17 La presse soviétique, citée dans les journaux hongrois s'est récemment fait l'écho du rôle de l'URSS dans l'éviction des éléments réformateurs du Bureau Politique du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, M.Rezső Nyers, notamment, qui vient de retrouver des fonctions officielles, en tant que ministre d'Etat, membre du Bureau Politique, après un long séjour à l'Institut d'économie de l'Académie hongroise des sciences.
- 18 Ces questions sont abordées dans les différentes contributions rassemblées dans *J.Kornai & X.Richet*, op.cit.
- 19 T.Bauer , *Tervgazdaság, beruházás, ciklusok* (Planification, investissement, cycles), Budapest, Közgazdasági és Jogi Könyvkiadó, 1981, cf aussi "Les cycles d'investissement dans les économies planifiées" in *J.Kornai & X.Richet*, op. cit.
- 20 Cf. L.Antal : "Développements avec quelques digressions. Le mécanisme économique hongrois dans les années 70" in *J.Kornai & X.Richet*, op. cit.
- 21 Cf. par exemple *L'histoire des démocraties populaires* de F.Fejtő, Paris, Le Seuil, 2 tomes, 1979.
- 22 Cf. P.Kende, *Logique de l'économie centralisée. Un exemple : la Hongrie*, Paris, SEDES, 1964.
- 23 Ch. Bettelheim , *La transition vers l'économie socialiste*, Paris, Maspéro, 1970.
- 24 Cf. J.-Ch. Asselain , *Profit et plan en économie socialiste*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1981, M.Lavigne, *Les économies socialistes soviétiques et européennes*, Paris, Armand Colin, 1979, W.Andreff , "Redéploiement ou renouveau de l'économie hongroise. Point de vue d'un "outsider"" *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, n° 4, décembre 1981.
- 25 M.Lavigne (sous la direct. de) : *Economie politique de la planification en système socialiste*, Paris, Economica, 1978, M.Lavigne (sous la direct. de) , *Travail et monnaie en système socialiste*, Paris, Economica, 1981.
- 26 F. Renversez & M.Lavigne (ed.) , *Régulation et division internationale du travail. L'expérience hongroise*, Paris, Economica, 1979.
- 27 Il est intéressant de noter que l'existence de telles opportunités ont conduit certains économistes à apprendre rapidement notre langue !
- 28 Cf. B. Chavance (ed.) , *Régulation, cycles et crises dans les économies socialistes*, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 1987, cf. également les actes du colloque sur la politique économique hongroise dans les années quatre-vingts, in *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, n° 4, 1986.
- 29 Au détriment, bien souvent, des contacts avec les chercheurs des autres pays socialistes.
- 30 S.Latouche , "Le désarroi des économistes hongrois", *Reflète et perspectives de la vie économique*, n° 6, décembre 1984. L'article est également paru dans une revue hongroise, *Tervgazdasági Fórum*, n° 1, 1986.
- 31 W.Andreff , "De quelques malentendus à propos de la réforme économique en Hongrie" in revue *CLES. Cahiers Lillois d'économie et de sociologie*, n° 12, 1988, UER de Sciences économiques et sociales, Université de Lille I qui reproduit plusieurs contributions à ce débat.